

Établir des partenariats afin de faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et éliminer la violence basée sur le genre (VBG) en Afrique de l'Ouest

Perspectives et réflexions liées à la collaboration avec neuf organisations dirigées par des jeunes au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire

Résumé du projet

Grâce aux fonds de la Fondation William et Flora Hewlett, le programme « Établir des partenariats afin de faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et d'éliminer la violence basée sur le genre (VBG) en Afrique de l'Ouest » renforce les partenariats entre les organisations dirigées par de jeunes, les activistes et organisations féministes dans la région. Ce projet vise à garantir que les femmes, les filles et les jeunes comprennent et exercent leurs prérogatives en matière de SDSR et vivent dans un monde sans violence. Mis en œuvre par EngenderHealth, ce projet permet de renforcer la collaboration entre les activistes et de consolider les efforts de plaidoyer visant à améliorer les lois, normes, directives et procédures en faveur de la SDSR et de la lutte contre les VBG au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, conformément aux engagements pris par les gouvernements respectifs.



Programme pays

Bénin

La prévalence des VBG au Bénin est élevée, avec 69 % de femmes qui ont déclaré avoir été victimes, parmi lesquelles 27 % ont subi des violences physiques et 10 % des violences sexuelles.¹ Les auteurs de ces violences sont généralement les conjoints ou partenaires intimes. En effet, 42 % de femmes âgées entre 15 et 49 ans ont affirmé avoir été victimes à un moment de leur vie de violences émotionnelles, physiques et/ou sexuelles exercées par leur conjoint ou leur partenaire.² En dépit des lois qui protègent les femmes, notamment les lois visant à prévenir les violences à l'égard des femmes et des enfants, à prévenir le harcèlement sexuel et à garantir que de telles infractions soient punies... des normes traditionnelles néfastes continuent de perpétuer les VBG au Bénin.

Dans ce pays, EngenderHealth collabore avec trois organisations dirigées par des jeunes : Famille Nutrition et Développement (FND), Jeunes volontaires pour la santé (JVS) et Réseau ouest-africain de jeunes femmes leaders (ROAJELF). Ensemble, ce consortium a élaboré un plan d'action pour promouvoir la masculinité positive et faire progresser le féminisme comme stratégie d'atténuation des VBG, ainsi que pour renforcer l'accès des filles et des femmes aux services dédiés à la VBG et à la SDSR. Le projet a connu la participation d'hommes et de garçons à travers des approches novatrices ; par exemple, l'organisation d'un concours de cuisine pour hommes et des dialogues communautaires. Le concours de cuisine a fourni l'occasion d'observer la dynamique de pouvoir liée aux rôles assignés à chaque sexe dans la communauté ; les participants aux dialogues communautaires ont ensuite analysé les observations faites sur la compétition, dans le cadre de discussions relatives à la promotion de l'égalité entre les sexes, la masculinité positive ainsi que la prévention des VBG. Le consortium a aussi contribué au nouvel élan visant à promouvoir l'équité du genre et de la SDSR en intégrant la prise en charge des survivantes de VBG dans l'offre de services de SDSR.

Burkina Faso

Les difficultés liées à la SDSR auxquelles font face les femmes et les filles au Burkina Faso sont exacerbées par la crise humanitaire et l'instabilité sociopolitique que le pays connaît depuis plus d'une décennie. Les violences à l'égard des

¹ L'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) et l'ICF. 2019. *Enquête démographique et de santé au Bénin, 2017-2018*. Cotonou : INSAE et Rockville, MD : ICF. https://instad.bj/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/EDS/2017-2018/1.Benin_EDSBV_Rapport_final.pdf.

² *ibid.*

³ L'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) et l'ICF. 2012. *Enquête démographique et de santé au Bénin, 2010*. Ouagadougou : INSD et Rockville, MD : ICF. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR256/FR256.pdf>.



filles adolescentes, les enlèvements, les viols et les pratiques d'excision répétées sont répandus³ et 76 % de femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des mutilations génitales.⁴ Le Gouvernement a fait de la SDR une priorité dans les stratégies et programmes de santé, et ce, à travers notamment le programme de santé sexuelle et reproductive ; malgré cela, les droits des femmes et des filles sont fréquemment ignorés et violés dans le pays. L'enclavement géographique des services de santé est un problème ; le manque de connaissances des droits liés à la SDR, associé aux difficultés d'accès à la justice en cas de violation de ces droits, est un autre défi à relever. Ces deux problèmes entravent l'efficacité de la programmation nationale en matière de SDR.

Au Burkina Faso, EngenderHealth collabore avec trois organisations dirigées par des jeunes : La Flamme d'espoir pour l'émergence des jeunes (AFEEJ), l'Organisation des jeunes engagés pour la participation citoyenne et le développement durable (OJEPC) et le Réseau des jeunes femmes entrepreneures du Burkina Faso (REJEFE). Ensemble, ce consortium a élaboré un plan d'action de collecte et de documentation des expériences et besoins des jeunes et des survivantes de VBG en matière de SDR, grâce à une enquête participative. Le consortium a utilisé ces résultats pour produire des capsules vidéo à intégrer dans les activités de mobilisation communautaire, notamment les discussions et les dialogues communautaires. Il s'en est aussi servi pour guider les activités de plaidoyer aux niveaux régional et national afin de réduire les VBG et d'améliorer l'accès des jeunes aux informations et services liés à la SDR et aux VBG.

Côte d'Ivoire

La Constitution ivoirienne de 2016 condamne explicitement la discrimination et la violence à l'égard des femmes et garantit des procès équitables, l'accès à l'information, la liberté d'expression et la liberté de conscience. Cependant, les VBG prévalent toujours, avec 36 % de femmes âgées de 15 à 49 ans qui sont victimes de la violence physique à un certain moment de leur existence depuis l'âge de 15 ans, et 20 % ayant subi cette violence au cours de l'année dernière.⁵ En ce qui concerne la SDR, alors que 93 % des femmes et 97 % d'hommes affirment connaître au moins une méthode moderne de contraception ; seulement 18 % des femmes en ménage disent utiliser une méthode de contraception et 13 % ont recours à une méthode moderne.⁶

En Côte d'Ivoire, EngenderHealth collabore avec trois organisations de jeunes : Actuelles, Écoutez-moi aussi CIV et le Mouvement d'action des jeunes (MAJ). Ces organisations se sont réunies pour créer le consortium "Femmes et résilience", avec pour but de veiller à ce que les femmes et les filles puissent exercer leurs droits en matière de SDR dans une Côte d'Ivoire sans violence. Le consortium vise trois objectifs principaux : (1) effectuer un plaidoyer en vue du renforcement du cadre juridique en matière de SDR et de VBG, (2) renforcer la prévention et faciliter la gestion des cas de VBG grâce à des réseaux féministes et (3) faire participer les jeunes et les adolescents à l'atténuation des VBG et à la promotion de la SDR par le biais de l'apprentissage, de la documentation et du partage des expériences. Tirant parti d'une démarche d'amélioration continue inscrite dans un système de suivi des changements et de capitalisation des expériences, le plan d'action du consortium comprend une activité pilote et se propose de documenter les innovations en vue de leur dissémination et de leur expansion potentielle.

Expériences et perspectives des partenaires

Améliorer des partenariats équitables avec les organisations de jeunes ainsi que leur participation significative est un aspect clé du projet Établir des partenariats pour faire progresser la SDR et éliminer la VBG en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Les organisations de jeunes partenaires sont donc essentielles à la réalisation des objectifs de ce projet. Pour déterminer le succès de notre approche et guider les activités futures, le personnel de EngenderHealth a mené des entretiens avec toutes les neuf organisations de jeunes au cours de la deuxième année du projet. Nous proposons ci-dessous les questions qui leur ont été posées ainsi que des extraits de réponses fournies par ces organisations. Ce feedback présente les expériences et les perspectives de ces organisations de jeunes et en leurs propres termes.

⁴ INSD. 2019. *Mutilations génitales féminines et mariage d'enfants*. Ouagadougou : INSD. http://www.insd.bf/contenu/autres_publications/Analyse_MGF_ME_Final_INSD.pdf.

⁵ Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida (MSLS), ministère du Plan et du Développement (MEMPD) et l'ICF. 2013. *Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples 2011-2012*. Abidjan : MSLS, MEMPD et Calverton, MD: ICF. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/fr272/fr272.pdf>.

⁶ Ibid.



Lorsque vous avez rejoint la coalition, qu'est-ce qui vous a le plus enthousiasmé ?

Actuelles : Ce qui nous a le plus enthousiasmé a été le fait de pouvoir élargir notre champ d'action à partir de ce projet en atteignant un grand nombre de bénéficiaires grâce au partenariat et à la collaboration de EngenderHealth avec d'autres organisations de jeunes.

AFEEJ : Au début, lorsque nous avons rejoint la coalition, ce qui nous a le plus excité a été l'idée d'un partenariat équitable qui met les jeunes à l'apprentissage et les pousse à l'action.

Écoutez-moi aussi CIV : Ce qui nous a le plus inspiré, c'est le projet Hewlett, qui nous a permis de libérer notre créativité en termes de plaidoyer, de sensibilisation et d'initiatives innovantes de sorte que les femmes et les filles puissent exercer leurs prérogatives en matière de SDR dans une Côte d'Ivoire sans violence.

FND : Lorsque nous avons rejoint la coalition, nous avons été enthousiasmés par le fait de partager les expériences et d'unir nos efforts pour renforcer le leadership féminin et accroître l'impact de notre plaidoyer sur les femmes et les filles.

JVS : Le fait de se mettre ensemble et de partager les expériences et le potentiel des trois organisations en vue d'un plus grand impact concernant les progrès en matière de statut et de droits des femmes a été, dès le départ, un facteur de motivation. C'était l'occasion d'apprendre des expériences d'autres organisations féministes et de travailler ensemble au succès du projet. Le fait d'être au cœur de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des actions nous a, dès le départ, beaucoup motivé.

OJEPC : Ce qui nous a le plus fait plaisir a été de travailler avec d'autres organisations sœurs en plus de l'approche du projet, notamment le partenariat flexible et équitable. En réalité, c'est notre toute première expérience de ce type de partenariat et cela cadre bien avec notre mission. Par ailleurs, nous étions également contents à l'idée de former un consortium d'organisations de jeunes. Et là aussi, cette expérience de travail au sein d'un consortium est unique.

REJEFE : Au début, lorsque nous avons rejoint la coalition, ce qui nous a le plus réjoui a été l'idée de participer à des ateliers sur les droits humains et à des sessions de formation. Ces événements ont permis à nos membres de renforcer leurs connaissances et leurs compétences dans ce domaine.

ROAJELF : Ce qui nous a le plus intéressé a été la diversité des pays de la coalition et le fait de confronter les réalités de nos différents pays sur les questions de SDR et de VBG. Faire partie d'un projet régional offre une occasion unique d'apprendre du travail des autres dans différents contextes.

MAJ : L'occasion de travailler dans des domaines connexes (tels que la VBG) et d'avoir une portée plus étendue et un impact plus grand sur les pairs.

Lorsque vous avez rejoint la coalition, qu'avez-vous le plus redouté ?

Actuelles : Nous craignons de ne pas être à la hauteur des attentes du projet, étant donné que nous sommes une petite organisation avec une expérience très limitée. Nous étions à la fois excités et nerveux à l'idée d'une collaboration avec une organisation non gouvernementale internationale.

Écoutez-moi aussi CIV : Nous n'avions pas de réelle appréhension lorsque nous avons adhéré à la coalition, nous n'avions même pas imaginé qu'il pourrait y avoir des conflits ou des difficultés internes. Et, la difficulté à laquelle nous avons fait face a été d'ordre interne et personnel.

JVS : Ne pas avoir une bonne collaboration avec les autres organisations de la coalition en raison des intérêts ou objectifs individuels est l'un des principaux facteurs qui peut anéantir les objectifs d'un projet. C'était notre plus grande crainte.

OJEPC : Des désaccords concernant certains aspects du projet, y compris la conduite de diverses activités et surtout la répartition des rôles et responsabilités. Nous craignons aussi de ne pas réussir notre mission en tant que leader du consortium.

ROAJELF : Nous n'avions pas d'inquiétudes majeures, étant donné que nous étions déjà habituées à travailler avec des structures tant nationales que régionales. Toutefois, notre plus grande préoccupation était de comprendre les stratégies et outils de EngenderHealth

MAJ : Le fait de travailler avec des collègues avec qui nous n'avions jamais collaboré par le passé. En outre, la VBG constituait un domaine technique nouveau, et nous nous demandions si nous serions à la hauteur de la tâche.

De quel succès êtes-vous le plus fier ?

AFEEJ : L'une des réalisations dont nous sommes le plus fiers est l'orientation de certaines femmes vers les services sociaux pour une solution à leurs problèmes, à la suite de notre intervention dans leur village.

Écoutez-moi aussi CIV : Notre plus grande joie a été d'être formé par EngenderHealth en SDR et en VBG. Après nous avoir sélectionnés pour améliorer nos connaissances et nos capacités à intervenir dans le contexte et l'environnement qui prévalent en Côte d'Ivoire, nous pouvons à présent embrasser tout domaine lié au genre et à la protection des femmes.

FND : La plus grande réalisation dont nous sommes fiers est l'adoption d'un cadre réglementaire sur la gratuité des certificats médicaux pour les survivantes de VBG et l'existence d'un « bureau genre » dans certains postes de police de la zone d'intervention du projet, pour adresser la prise en charge des survivantes de VBG, et l'accès à la justice pour certaines survivantes grâce aux certificats médicaux reçus à travers le projet Il y a même actuellement des procès en cours devant les tribunaux.

JVS : Grâce aux opportunités, expériences et capacités institutionnelles acquises, notre organisation a également bénéficié d'une [nouvelle] subvention. L'autre chose dont nous sommes fiers est l'impact des débats communautaires sur les jeunes garçons bénéficiaires. Cette activité nous a permis d'adresser les normes sociales. Enfin, nous avons obtenu un arrêté interministériel allégeant les conditions d'obtention des certificats médicaux. Cette action a consolidé notre travail comme consortium ayant travaillé sur la prise en charge des survivantes de VBG.

OJEPC : Nous sommes ravis d'avoir mobilisé des organisations de jeunes, le Gouvernement et les leaders communautaires pour la réussite de notre plan d'action, et d'avoir exécuté avec succès toutes les principales activités de notre projet.

REJEFE : Nous avons bénéficié de nombreuses formations durant le projet et elles ont été bénéfiques. Notre équipe a acquis de nouvelles compétences dans les domaines des droits humains, de la SDR et de la VBG. Sur le plan administratif, nous avons appris à collaborer avec de grandes institutions. Sur le plan financier, la chose la plus positive a été pour nous l'appui financier que nous avons reçu de EngenderHealth pour nos équipements et notre fonctionnement.

MAJ : Ce projet nous a permis d'améliorer nos compétences professionnelles, d'élaborer un plan de suivi-évaluation des activités de notre plan d'action et de réaliser des résultats rapides. Grâce au consortium Femmes et résilience, nous avons pu mobiliser des fonds additionnels outre ceux du projet Hewlett.

Quelles sont les difficultés que vous avez rencontré dans le cadre de ce partenariat et de cette collaboration ?

Actuelles : En tant qu'organisation locale de jeunes, il nous était difficile de gérer le projet au plan financier, administratif et programmatique car nous n'avions pas assez d'expérience professionnelle pour cela. Mais avec l'aide globale que nous avons reçue, nous avons pu pallier à ce manque d'expériences et faire ainsi avancer le projet.

FND : La difficulté rencontrée dans le cadre de ce partenariat était celle de respecter le calendrier et d'utiliser les moyens informels de communication pour échanger des informations entre les organisations. Le fait d'effectuer des communications décentralisées a aussi été une difficulté dans la collaboration entre nos organisations.

OJEPC : L'une des principales difficultés a été de trouver un moyen pour asseoir, assumer et imposer son leadership face aux autres organisations de jeunes alors que nous étions aussi une organisation de jeunes. Cette situation a retardé le démarrage du projet, alors même que la période de la mise en œuvre était déjà courte.

REJEFE : Le premier problème majeur auquel nous avons fait face a été celui de travailler dans une équipe mixte. C'était la première fois que notre organisation travaillait au sein d'un consortium. Pour certains membres de notre équipe, s'exprimer en public était un gros problème.

ROAJELF : Notre principale difficulté a été de pouvoir organiser les activités dans les délais afin de permettre aux organisations partenaires de produire les documents de qualité et en temps voulu.

MAJ : En tant qu'organisation jeunes, nous n'avions pas d'expérience dans la gestion des projets. Nous n'avions non plus d'expérience dans le domaine de la VBG. Il nous a donc fallu apprendre comment mettre en œuvre les programmes de VBG de sorte qu'ils soient efficaces et atteignent le nombre de personnes visé. Pour les problèmes liés à la mise en œuvre des projets, nous nous sommes tournés vers EngenderHealth qui nous a aidé à acquérir et à développer les compétences nécessaires

Qu'est-ce qui vous a été le plus bénéfique dans votre participation à cette coalition ?

Actuelles : L'une des choses qui nous a été le plus utile dans ce projet est l'appui global reçu de la part de EngenderHealth, qui a renforcé nos capacités institutionnelles dans l'organisation et la gestion des projets. Nous savons à présent comment préparer des plans d'action en se basant sur les objectifs et les résultats que nous voulons atteindre.

Écoutez-moi aussi CIV : Le fait de dire que nous avons été formés par EngenderHealth nous ouvre la voie à d'autres postes, ou nous permet de participer à des programmes de bourses ou de jouir d'opportunités de développement personnel. Nous sommes très reconnaissants vis-à-vis de EngenderHealth. En effet, grâce à cette coalition, nous avons connu une croissance considérable et effectuer d'énormes progrès. La preuve en est que notre participation au consortium Femmes et résilience nous a permis d'obtenir un contrat avec le FNUAP Côte d'Ivoire.

FND : Ce qui nous a été le plus profitable a été notre première expérience dans la conduite d'une campagne de SDRS. Nous avons énormément appris de cette campagne grâce à l'appui et à la contribution des autres organisations. Il est vrai que notre organisation travaille principalement dans le domaine de la VBG, mais grâce à cette expérience, nous avons eu l'occasion d'en apprendre davantage sur la SDRS.

JVS : Le plus grand impact des actions au niveau communautaire a été possible grâce à l'union de nos forces et à l'appui financier. Ce sont là des avantages dont a bénéficié chaque organisation de jeunes. Ce partenariat a aussi considérablement renforcé la participation de nos membres aux activités. En effet, tout a été planifié et exécuté par nous-mêmes. En outre, nous avons pu bénéficier d'un appui institutionnel et organisationnel à partir de cette collaboration, y compris une contribution à nos dépenses (loyer, eau, électricité et personnel).

REJEFE : L'idée même d'une coalition nous a été bénéfique du moment où nous devons comparer nos connaissances et réunir nos capacités pour la mise en œuvre du projet.

ROAJELF : L'appui de EngenderHealth dans le domaine de la comptabilité a été tout simplement magnifique pendant cette collaboration pour le moins exceptionnelle.

MAJ : Le renforcement de capacités dans de nombreux domaines. Élargir le champ d'action des bénéficiaires pour leur permettre de réaliser leurs objectifs en termes de SDRS.

Quels conseils donneriez-vous à d'autres organisations de jeunes qui souhaitent accomplir un travail similaire ?

Actuelles : Ne doutez pas de vous, engagez-vous ! Il y aura d'autres occasions des opportunités et vous devrez les saisir. Vous devez être engagés. N'hésitez pas à demander de l'aide auprès de vos autres organisations de jeunes partenaires et plus expérimentées. Tirez parti de leurs connaissances et expériences.

AFEEJ : Voici ce que nous conseillerions à d'autres organisations de jeunes qui souhaitent faire la même chose : (1) formez une coalition qui cadre avec vos aspirations et visions ; (2) analysez les forces et faiblesses opérationnelles de chaque structure avant de former la coalition ; (3) définissez les responsabilités et les tâches ; (4) faites une analyse de terrain avant de proposer un budget et un plan d'action ; et (5) faites participer les communautés locales dès le début du projet.

FND : Pour une bonne expérience de travail en tant que consortium d'organisations de jeunes visant à faire progresser la SDRS et à réduire la VBG, il est important : (1) de se faire mutuellement confiance en étant transparent les unes envers les autres ; (2) d'être guidés par la réalisation d'objectifs communs.

JVS : Il serait important de mettre l'accent sur la communication et l'interactivité pour une réelle synergie d'actions. Il serait aussi bénéfique de privilégier l'intérêt commun par rapport aux intérêts individuels de chaque organisation.

OJEPC : Aux organisations qui souhaitent faire un travail similaire, il est important de savoir souvent déléguer les tâches et faire des concessions pour le bon déroulement des activités. Une vision partagée et claire dès le départ est également nécessaire pour déterminer avec quelle organisation jeunes travailler.

REJEFE : Nous conseillerions à d'autres organisations qui désirent réaliser un projet similaire de ne pas hésiter, et par-dessus tout d'outiller leurs membres les plus dynamiques et surtout les plus disponibles.

MAJ : La gestion de projet n'est pas facile ; vous commettrez des erreurs. Mais vous apprendrez de ces erreurs et l'expérience gagnée vous rendra plus fort. Soyez conscients de vos limites ; cela vous aidera à progresser. Nous remercions vraiment EngenderHealth pour la confiance qu'elle nous a accordé pour la réalisation de ce travail. Nous espérons également que cette collaboration va se poursuivre.

Que proposez-vous pour améliorer ce partenariat ?

Actuelles : En Côte d'Ivoire, nous avons beaucoup de problèmes en rapport avec la VBG. Nous avons donc besoin de plus d'organisations qui travaillent dans ce domaine. Nous pourrions aussi augmenter le nombre de partenaires afin d'aider davantage d'organisations à acquérir une expérience dans le domaine de la VBG, à améliorer leurs compétences et à atteindre un plus grand nombre de personnes.

AFEEJ : Renforcer la participation des organisations de jeunes à la rédaction du projet, et fournir un approvisionnement semestriel en fonds opérationnels.

FND : Améliorer les frais liés à la prise en charge des ressources humaines et au fonctionnement de l'organisation.

JVS : La durée du partenariat pourrait être prolongée. L'appui pour un renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles ne peut porter ses fruits juste en quelques mois. Nous avons besoin de plus de temps pour devenir des organisations viables et fortes.

REJEFE : Premièrement, intégrer les facteurs de risque dans la budgétisation des solutions serait bénéfique pour tout le monde à l'avenir. Deuxièmement, nous proposons que, pour un plan d'action qui est aussi présenté en termes d'activités, le délai de mise en œuvre soit légèrement étendu sur le long terme en vue d'une bonne préparation. Enfin, nous aimerions, dans le cas d'éventuelles nouvelles collaborations et pour un budget aussi limité, pouvoir aussi réduire les activités afin de faciliter leur mise en œuvre. Nous estimons qu'il est préférable d'exécuter quelques activités à fort impact que de réaliser des activités à faible impact pour insuffisances de ressources.

ROAJELF : Les sessions de renforcement de capacités en matière de procédures administratives et financières doivent être étendues à tous les membres du consortium. Il est par ailleurs important de maintenir un bon niveau de communication entre les structures.

Si vous pouviez poursuivre ce partenariat, qu'aimeriez-vous réaliser prioritairement ?

Actuelles : La priorité est d'exécuter le plan d'action que nous avons élaboré pour ce projet. Nous avons achevé la phase pilote et cerné les difficultés rencontrées par les bénéficiaires. À présent nous cherchons à mettre l'accent sur l'identification de solutions favorables à ces bénéficiaires. Ainsi, nous aimerions accroître le nombre d'organisations de façon à avoir un plus grand impact et ainsi atteindre un plus grand nombre de personnes.

AFEEJ : Si nous devons poursuivre ce partenariat, nous travaillerions prioritairement à trouver ensemble une solution pour satisfaire les besoins des survivantes, et à améliorer l'accès à l'information et aux connaissances en matière de SDR dans les communes précédemment couvertes par le projet.

Écoutez-moi aussi CIV : Si nous devons continuer à participer au consortium Femmes et résilience, nous aimerions mettre l'accent sur tout ce qui a trait à la mobilisation des ressources, au partenariat et à l'innovation, afin de mettre en place des initiatives à long terme qui permettront au consortium d'être enregistré en tant qu'organisation.

OJEPC : Dans le cas d'une éventuelle poursuite de ce partenariat, nous aimerions étendre les actions à d'autres régions et renforcer nos actions sur les sites que nous avons déjà couverts.

REJEFE : Dans le cas d'une possible continuation de ce partenariat, nous aimerions capitaliser les réalisations et expériences et les partager avec les parties prenantes.

Qu'est-ce que vous feriez différemment à l'avenir si vous deviez nouer des partenariats avec d'autres organisations telles que EngenderHealth ?

AFEEJ : Nous proposerions à EngenderHealth un plan d'action en lien avec les thèmes qu'elle aborde au cours de ses interventions et aimerions participer à la mise en œuvre du projet dès le début.

Écoutez-moi aussi CIV : Partager les objectifs de l'organisation avec toutes les personnes impliquées dans le projet dès le départ ; encourager le développement du capital humain ; innover et améliorer la crédibilité par une offre de contrats de consultant accompagnée d'une rémunération substantielle qui permette à tout jeune professionnel de travailler à temps plein sur le projet.

FND : Pour nouer des partenariats avec d'autres organisations comme EngenderHealth à l'avenir, nous pouvons exiger plus d'équité et un partage de pouvoir et de responsabilité. Par exemple, nous pourrions négocier une meilleure adéquation entre les coûts de fonctionnement et les coûts liés aux ressources humaines de notre organisation.

OJPC : Définir clairement les rôles de toutes les parties prenantes et effectuer le suivi-évaluation à tous les niveaux du consortium.

ROAJELF : Avec EngenderHealth, nous avons apprécié le partenariat équitable qui intègre les besoins et les réalités des structures. Toutefois, nous aimerions négocier la possibilité d'une prise en charge du financement d'une partie de nos plans d'action.

Réflexions : Leçons tirées et recommandations

Ce projet a permis de renforcer la collaboration entre les jeunes activistes, ainsi que parmi les groupes et institutions dirigés par des jeunes et ceux destinés à la jeunesse pour les jeunes, par l'intensification des efforts de plaidoyer visant à améliorer les lois, normes, directives et procédures en faveur de la SDRS et de la lutte contre les VBG au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Ces riches expériences ont permis de tirer de nombreuses leçons et recommandations, au Bénin et en Côte d'Ivoire, et de manière générale en Afrique de l'Ouest et dans le monde.

Des partenariats équitables avec des jeunes nécessitent une utilisation flexible des fonds et des ressources.

Leçon : Notre expérience montre qu'une approche de partenariat équitable suppose un appui financier et institutionnel pour les installations et les équipements (exemple : laptops, imprimantes, loyer, frais de déplacement) ainsi que des frais liés aux activités de programmation et au recrutement du personnel. Elle nous a également permis de comprendre que nous pouvons nous impliquer et contribuer au renforcement des capacités tout en soutenant la mise en œuvre des activités du projet.

Recommandation : Veiller à ce que les prochains partenariats avec les organisations dirigées par des jeunes intègrent la flexibilité dans les budgets et les accords pour s'adapter aux besoins de ces organisations.

Le renforcement des capacités des organisations de jeunes nécessite un accompagnement individualisé et adapté qui englobe l'appui institutionnel (financier, administratif, programmatique).

Leçon : Un processus participatif incluant les organisations de jeunes, et qui comprend une formation taillée sur mesure, est essentielle à cette approche de partenariat pour garantir l'appui institutionnel et organisationnel. Nous avons appris que de telles formations doivent être personnalisées étant donné que chaque organisation de jeunes a ses propres besoins, lesquels sont uniques et ne peuvent être reproduits sans adaptation dans divers pays ou organisations.

Recommandation : Conduire un processus participatif à la mise en place du partenariat pour déterminer conjointement les capacités particulières que chaque organisation aimerait voir renforcer à son niveau.



Recommandation : Réfléchir en permanence sur les organisations dont les capacités doivent être renforcées et confronter les idées à ce sujet.

L'inclusion des jeunes dans toutes les phases du projet renforce leur responsabilité et leur pouvoir de décision tout en confirmant leur leadership.

Leçon : Ce partenariat a fourni aux jeunes l'espace pour exercer leurs compétences de leadership et prendre des mesures dans leurs propres communautés pour faire progresser la SDRS et lutter contre la VBG. Parallèlement, nous aurions pu faire davantage pour inclure ces organisations un peu plus tôt dans le processus.

Recommandation : Continuer à faire entendre la voix de différents groupes de jeunes en soutenant leur leadership à travers un recrutement intentionnel accru et des efforts d'appui constants.

Recommandation : Commencer à impliquer les organisations de jeunes dès le début d'un projet ou d'une initiative et éviter autant que possible des situations où les décisions sont prises en leur absence.

L'accompagnement et l'appui des organisations de jeunes est un processus riche et chronophage.

Leçon : Le besoin d'un appui adapté à chaque organisation jeunes qui faisait partie des consortia dans les pays a nécessité plus de temps et d'appui qu'initialement prévu. En outre, l'accompagnement à distance dans un contexte de pandémie de COVID-19 a davantage compliqué la situation.

Recommandation : Prévoir du temps et des ressources adéquates pour soutenir les organisations impliquées dans le processus de renforcement de capacités.

Remerciements et citation

EngenderHealth tient à exprimer sa gratitude à nos neuf organisations de jeunes partenaires pour leur collaboration au projet « Établir des partenariats afin de faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et d'éliminer la violence basée sur le genre (VBG) en Afrique de l'Ouest », pour leurs contributions à la présente note : Famille Nutrition et Développement (FND), Jeunes volontaires pour la santé (JVS) et le Réseau ouest-africain de jeunes femmes leaders (ROAJELF) au Bénin ; Flamme d'espoir pour l'émergence des jeunes (AFEEJ), l'Organisation des jeunes engagés pour la participation citoyenne et le développement durable (OJEPC) et le Réseau des jeunes femmes entrepreneures (REJEFE) au Burkina Faso ; Actuelles, Écoutez-moi aussi CIV et le Mouvement d'action des jeunes (MAJ) en Côte d'Ivoire. Nous voulons également remercier la Fondation William et Flora Hewlett pour leur appui à la mise en œuvre du projet.

Blandine Yeo, Francis Yekanni, Hermine Bokossa, Malamita Ouattara, Kounadee Nafissatou Traore et Rachel Braden ont dirigé les interviews pour la collecte des informations auprès de ces organisations pour l'élaboration de la présente note. Le présent document a été rédigé par Maïfoux Nassirou, Amy Agarwal et Ana Aguilera. Amy Agarwal a assuré la conception.

Citation recommandée : Nassirou, M., Agarwal, A. et Aguilera, A. 2023. *Établir des partenariats afin de faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) et d'éliminer la violence basée sur le genre (VBG) en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale Perspectives et réflexions liées à la collaboration avec neuf organisations dirigées par des jeunes au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.* Washington, DC : EngenderHealth.